

La réforme Macron dans un contexte radicalement différent

Le contexte de 2019-2020

- **Les interrogations nouvelles du capitalisme**

Suite à la crise financière de 2008, le capitalisme lui-même s'interroge sur la pertinence de poursuivre le modèle néo-libéral, qu'il a initié il y a 40 ans.

- Il a permis une augmentation des profits¹ et la concentration du capital dans les mains d'un petit nombre², mais la mondialisation devait relancer un cycle économique, comme celui des « 30 glorieuses », et 40 ans après, il constate que ça ne s'est pas fait.

Ce modèle a des effets négatifs dangereux.

- Les *politiques d'austérité* imposées par les États, ont permis une redistribution de la valeur-ajoutée au profit du capital, mais elles ont conduit à la diminution du pouvoir d'achat (consommation) du grand nombre. Elles n'ont pas permis de régler le chômage de masse. Le « ruissellement » prévu ne vient pas.

- Même les faibles taux d'emprunt accordés par les Banques centrales ne permettent pas de redémarrer l'investissement

- et le FMI en vient à interpeller les États pour limiter les politiques de rigueur dans certains cas.

Une instabilité trop grande risque de compromettre l'édifice capitaliste.

- *La finance non contrôlée*, la spéculation et les crises financières qu'elle engendre risquent de tout lui faire perdre. (Les milieux financiers eux-mêmes souhaitent plus de régulation)

- Les *discours justificatifs [sur les bienfaits de la mondialisation]* entendus depuis une trentaine d'années ne passent plus. La majorité des citoyens perçoivent d'avantage les inconvénients d'une économie dérégulée que les bénéfices de cette organisation.

- *Après un temps de sidération* (à la « *Il n'y a pas d'alternative* » de Thatcher et le sentiment général qu'*on ne peut rien faire*) des *mouvements de résistance s'organisent* un peu partout en Europe (Grèce, Espagne, France...), dans le monde (au États-Unis ***Occupy Wall Street...***) . Elles prennent des formes nouvelles et remportent des victoires comme à Notre Dame des Landes, comme les 17 milliards que le gouvernement a dû lâcher aux Gilets Jaunes, comme dernièrement EuropaCity à Gonesse.

Dernier point et non des moindres :

- *le réchauffement et les dérèglements climatiques visibles, nécessitent de repenser le contrat social*. Mais cela ne peut pas se faire sans remettre en cause les inégalités sociales et revoir en profondeur l'organisation sociale.

➤ On ne peut pas demander au grand nombre de changer de comportement et laisser les plus pollueurs continuer sans vergogne.

➤ On ne peut plus compter sur la croissance pour financer les besoins sociaux

On ne fera pas l'économie d'un nouveau contrat social plus juste.

1 En 1980 la part de PIB qui revient au travail est de 80 % et celle au capital 20 %,

en 2000 celle qui revient au travail n'est plus que de 70 % et celle qui revient au capital est passé à 30 %

2 Les 8 % des plus riches disposent de 50 % de la richesse mondiale.

- **La situation française de 2019**

- Le mouvement des Gilets Jaunes a complètement déstabilisé l'approche « jupitérienne » du gouvernement. Voilà un mouvement d'ampleur, complètement imprévu (par sa forme et sa durée), conduit par des acteurs qui n'ont pas l'habitude de se mobiliser, qui n'utilisent pas des formes d'actions et de négociations que les gouvernants savent gérer (≠ syndicats ouvriers ou paysans)

- Les politiques visant à libéraliser les services publics conduisent à des situations de tensions très fortes dans les hôpitaux, les écoles, les universités, la SNCF, la justice... et même entre les collectivités territoriales et l'État.

- Le gouvernement a lâché 17 milliards, aux Gilets Jaunes, mais il sait qu'il n'a rien réglé et que le feu couve dans plusieurs secteurs...

* * *

C'est dans ce nouveau contexte que **Macron** doit mettre en œuvre sa réforme

- Le Jupitérien Macron est descendu du ciel. Il a conscience que sa réforme peut déclencher une révolte populaire qu'il ne pourrait pas maîtriser³.

- Aussi, la réforme qui devait passer au Parlement au dernier trimestre 2019 est reportée en juillet 2020, (après les municipales et pendant l'été)
- D'ici là, il organise un deuxième tour de « négociations » pour
 - chercher à désamorcer la colère sociale,
 - se trouver de nouveaux alliés et
 - évaluer « *Jusqu'où ne pas aller trop loin.* »

³ L'histoire ne se répète pas, mais :

- Moins d'un an après les ordonnances de la Sécu de l'été 67, c'est Mai 68 et

- un an après, les françaises et les français votent «Non» au référendum proposé par De Gaulle, il s'en va.